



Les incapacités

Le mineur

L'**incapacité** est l'incapacité juridique qui empêche une personne d'acquiescer ou d'exercer un droit. Ces droits s'exercent selon différents actes :

- **Acte conservatoire** : maintient les biens en état
- **Acte d'administration** : gestion courante
- **Acte de disposition** : modifie de façon importante le patrimoine



L'incapacité du mineur non émancipé

L'**incapacité d'exercice** est l'incapacité de la personne à exercer, elle-même ou seule, un droit dont elle est titulaire. Le mineur est toujours **représenté dans la gestion de ses biens** pour effectuer les actes d'administration graves et les actes de disposition, quelque soit son âge.

1) L'enfant

C'est un enfant de **moins de 7 ans**. Il ne peut accomplir aucun acte juridique seul.



2) Le mineur capable de discernement

Le mineur capable de discernement a "le droit d'**exprimer librement son opinion** sur toute question l'intéressant, les opinions de l'enfant étant dûment prises en considération eu égard à son âge et à son degré de maturité" (**art. 12 de la Convention des Nations Unies**).

Il peut être **entendu par le juge** dans toute procédure le concernant (**art. 388-1 C.civ**).

3) Le grand adolescent

Il peut :

- Exercer l'action en **recherche de maternité ou paternité** s'il a un enfant
- Demander la prescription et la délivrance de **contraceptifs**
- Pratiquer une **IVG**
- Dès **13 ans**, le mineur doit **consentir pour être adopté**
- Dès **16 ans**, le mineur peut faire des **demandes relatives à la nationalité française**
- Effectuer sur son patrimoine des **actes conservatoires et des actes d'administration**, mais il encourt la **lésion** s'ils lui sont défavorables (**art. 1149 al1 C.civ**).

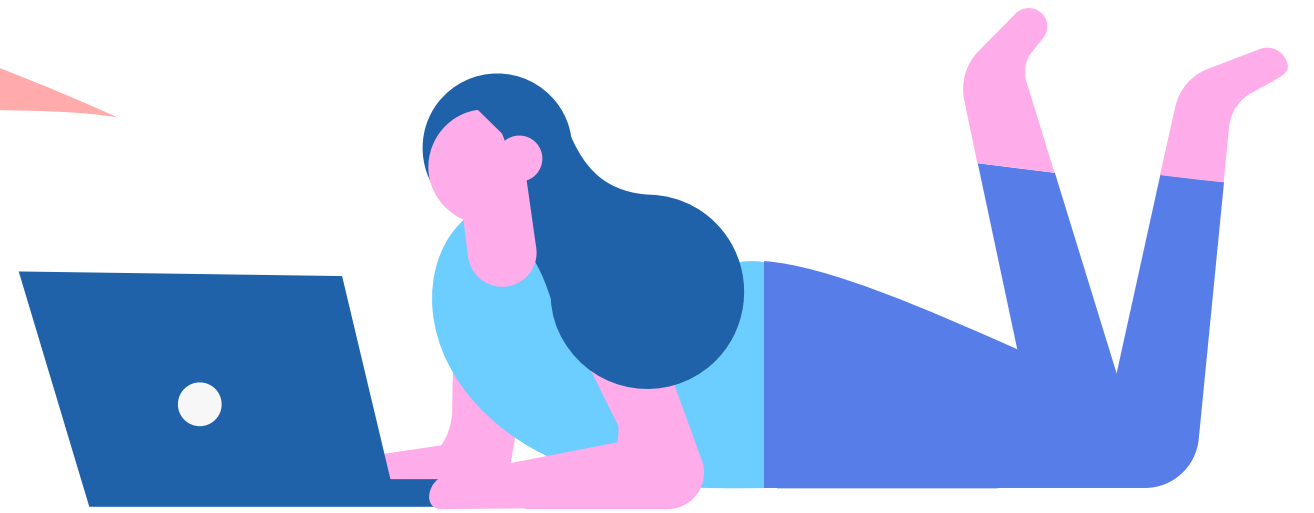




Les incapacités

Le mineur

L'émancipation est le procédé juridique permettant à un mineur de sortir de son état d'incapacité pour accéder à un état de capacité presque totale. Le mineur émancipé est capable de tous les actes de la vie civile, comme un majeur (**art. 413-6 al 1 C.civ**). L'autorité parentale cesse.



Les modes d'administration des biens du mineur

1) L'administration légale



Elle correspond au **mode normal d'administration des biens du mineur**. Il est représenté dans le cadre de l'administration légale lorsque l'un au moins de ses parents est en vie et qu'il exerce l'autorité parentale.

L'administration légale couvre donc quasiment **tous les biens du mineur et tous les actes qui peuvent être effectués sur ceux-ci**. L'administrateur effectue tous les actes d'administration et de disposition en son nom et pour son compte.

Certains actes graves nécessitent ainsi une autorisation du **juge des tutelles**.

Les administrateurs légaux sont tenus "d'apporter dans la gestion des biens du mineur des **soins prudents, diligents et avisés, dans le seul intérêt du mineur**" (**art. 384 C.civ**).

2) La tutelle

La tutelle intervient lorsque :

- Les **deux parents sont décédés**
- Il n'existe **plus de détenteur de l'autorité parentale**
- Le juge a décidé de mettre fin à l'administration légale pour une **cause grave**.



La tutelle se compose :

- D'un **conseil de famille** : organe de décision de la tutelle
- D'un **tuteur** : organe d'exécution de la tutelle
- D'un **subrogé tuteur**, qui avec le juge des tutelles constitue l'organe de contrôle de la tutelle.



Certains actes graves doivent être **autorisés par le conseil de famille ou par le juge** comme les actes de disposition sur les biens du mineur (**art. 505 C.civ**) ou l'acceptation pure et simple d'une succession échue au mineur (**art. 507-1 C.civ**).

